



Règlement de la consultation

Réfection de chaussées – Programme 2025

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : le 16 juin 2025 à 12H00

Commune de La Croix-en-Touraine
30 rue Nationale
37150 LA CROIX-EN-TOURAIN

Maîtrise d'œuvre : Commune de La Croix-en-Touraine

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

Commune de La Croix-en-Touraine
30 rue Nationale
37150 LA CROIX-EN-TOURAIN

Type d'acheteur Public : Collectivité Territoriale

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les travaux de réfection de chaussées du programme 2025, comprenant les quatre chantiers ci-après :

- 1) réfection du revêtement de la rue Chèvre
- 2) réfection du revêtement du carrefour rue Chèvre/rue du Petit Villefrault
- 3) réfection du revêtement du carrefour rue Chèvre/rue du Grand Villefrault
- 4) remise aux normes de 2 plateaux ralentisseurs rue de la République

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1 Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée sans publicité conformément au décret no 2024-1217 du 28/12/2024 modifiant le CCP (montant travaux < 100 000 € H.T.).

3-2 Décomposition en lots

Sans objet.

3-3 Décomposition en tranches

Les travaux sont décomposés en 1 tranche ferme.

3-4 Mode de règlement

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues seront mandatées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : fonds propres et subventions

3-5 Délais

Le candidat est informé que le Maître de l'Ouvrage souhaite une réalisation des travaux avant le 30 septembre 2025.

3.6 – Conditions de remise des dossiers aux entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) comprend :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- Le plan de localisation des chantiers.

ARTICLE 4 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Si dans le cadre de la négociation, les candidats remettent une nouvelle offre de prix, le délai de validité des offres de 120 jours est reconduit à compter de la date de réception de cette nouvelle offre de prix.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

➔ Les candidats auront à produire un **projet de marché** composé des pièces suivantes datées, signées et revêtues du cachet de l'Entreprise :

♦ **Pièce n° 1** : le **BPU** (bordereau des prix)

Les prix devront être déterminés et indiqués dans le BPU. En cas d'erreur de calcul ou de copie dans le DE, les prix unitaires indiqués au BP prévalent sur tout autre prix.

♦ **Pièce n° 2** : le **DE** (détail estimatif).

♦ **Pièce n° 3** : le **Mémoire Technique du candidat**

Le mémoire technique qui regroupe les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux explicitera :

- pièce 1 : l'organisation que l'entreprise propose pour la réalisation du chantier et, en particulier, le planning des travaux, **la période envisagée** pour la réalisation des travaux ;
- pièce 2 : les moyens matériels et humains que l'entreprise se propose de consacrer dans le cadre du présent marché ;
- pièce 3 : les indications concernant la provenance et la description détaillée des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants ;
- pièce 4 : les démarches de l'entreprise en termes d'élimination, de traitement et de valorisation des déchets de chantier.
- pièce no 5 : justifications attestant que le candidat a bien visité les 3 chantiers objet de la consultation (photos, date visite).

ARTICLE 6 : DISCORDANCES DANS L'OFFRE

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

ARTICLE 7 : MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

1) Négociation :

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'engager les discussions et/ou négociations avec le ou les candidats dont les offres à l'ouverture des plis sont susceptibles de répondre au mieux à ses besoins.

Les discussions ou négociations pourront porter sur tout élément du dossier de consultation sans toutefois dénaturer l'objet de la consultation.

A l'issue, les candidats ayant pris part aux discussions et ou négociations remettent leur offre ultime.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra également attribuer les marchés sur la base des offres initiales, sans négociation.

La Collectivité se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière (au sens de l'article R 2152-1 du code de la commande publique, c'est-à-dire une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, ou inacceptable, c'est-à-dire une offre dont le prix

excède les crédits budgétaires alloués au marché public), de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Toute offre inappropriée (au sens de l'article R 2152-1 du Code de la Commande Publique, c'est-à-dire une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation) est éliminée.

2) Jugement des offres :

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40%
2- Valeur technique de l'offre	60%

Prix des prestations :

Le candidat présentant la meilleure offre de prix obtiendra la note de 40.

Les autres offres de prix seront notées de la manière suivante :

Nombre de points = $\frac{\text{prix de l'offre à noter} - \text{prix de l'offre la moins disante}}{\text{prix de l'offre la moins disante}} \times 40$

Valeur technique :

La « valeur technique » de l'offre sera jugée au travers du mémoire technique du candidat.

Les sous-critères suivants seront appliqués :

- sous-critère T1 : organisation que l'entreprise propose pour la réalisation du chantier, noté sur 30 points ;
- sous-critère T2 : moyens matériels et humains que l'entreprise se propose de consacrer dans le cadre du présent marché, noté sur 10 points ;
- sous-critère T3 : indications concernant la provenance et la description détaillée des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants, noté sur 10 points ;
- sous-critère T4 : démarches de l'entreprise en termes d'élimination, de traitement et de valorisation des déchets de chantier, noté sur 5 points.
- Sous-critères T5 : justificatifs de visite des chantiers, noté sur 5 points.

Pour le sous-critère T1 ci-dessus, la note sur 30 sera attribuée suivant la valeur de la proposition :

- 0 pour une proposition inadaptée ou absente
- 15 pour une proposition moyenne
- 20 pour une proposition bonne
- 25 pour une proposition très bonne
- 30 pour une proposition excellente

Pour les sous-critères T2 et T3 ci-dessus, les notes sur 10 seront attribuées suivant la valeur de la proposition :

- 0 pour une proposition inadaptée ou absente
- 5 pour une proposition moyenne
- 7 pour une proposition bonne
- 9 pour une proposition très bonne
- 10 pour une proposition excellente

Pour les sous-critères T3 et T4 ci-dessus, les notes sur 5 seront attribuées suivant la valeur de la proposition :

- 0 pour une proposition inadaptée ou absente
- 2 pour une proposition moyenne
- 3 pour une proposition bonne
- 4 pour une proposition très bonne
- 5 pour une proposition excellente

Après cumul des critères l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnées aux articles R 2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité, en cas d'absence d'offre, de réception de candidature irrecevable ou d'offre inappropriée, de négocier directement avec l'opérateur économique de son choix (article R 2122-10 du code de la commande publique).

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront exprimées en langue française et établies en euros.

Les offres sont transmises **OBLIGATOIREMENT de façon dématérialisée** sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats transmettent impérativement leur demande par courriel à l'adresse suivante : contact@lacroixentouraine.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du marché et à défaut d'accord amiable, relèvent de la compétence exclusive du :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLÉANS
Tél : 02.38.77.59.00 – Fax : 02.38.53.85.16
Grefte.ta-orleans@juradm.fr

VOIES DE RECOURS :

Recours gracieux devant le Pouvoir Adjudicateur sous deux mois à compter de la publication, ou de la notification de la décision attaquée ;

Référé précontractuel devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif compétent, jusqu'à la signature du marché, qui peut intervenir au terme d'un délai de 16 jours à compter de la notification des lettres de rejet des offres aux candidats non retenus (code de justice administrative, art. L551-1 à L551-12), ou 11 jours en cas de transmission électronique de la notification de l'ensemble des candidats intéressés ;

Référé contractuel devant le juge des référés contractuels du Tribunal Administratif compétent (code de justice administrative, art. L551-13 à L551-23) dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain de la conclusion du marché si un tel avis n'a pas été publié ;

Recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif compétent sous deux mois à compter de la publication ou notification de la décision ou de l'acte attaqué (code de justice administrative, art. R421-1). Ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé au Pouvoir Adjudicateur ;

Recours de pleine juridiction devant le Tribunal Administratif compétent contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles, assorti le cas échéant de demandes indemnitaires. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi(CE. 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne).

Est compétent pour exercer ce recours, tout tiers du contrat susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses.